



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 27 JAN. 2026

instituant des servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise des risques
autour de la canalisation de transport d'éthanol exploitée par la société ROQUETTE FRÈRES
sur le territoire de la commune de Beinheim (67930)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 554-5, L. 555-16, R. 554-46, R. 555-30 et R. 555-31 ;
- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L. 153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- VU** le rapport n°2008/01 du GESIP, édition de janvier 2014, « Guide méthodologique pour la réalisation d'une étude de dangers concernant une canalisation de transport (hydrocarbures liquides ou liquéfiés, gaz naturel ou assimilé et produits chimiques) » ;
- VU** l'étude de dangers de la canalisation de transport d'éthanol de la société ROQUETTE FRÈRES de mai 2023 ;
- VU** la consultation de la société ROQUETTE FRÈRES le 25 août 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, en date du 8 décembre 2025 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Bas-Rhin le 8 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que selon l'article R. 555-30-b du code de l'environnement, les canalisations de transport de matières dangereuses doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisme en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

CONSIDÉRANT que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion et d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral de servitudes ;

APRÈS communication du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur la canalisation de transport d'éthanol sur le territoire du Bas-Rhin, exploitées par la société ROQUETTES FRÈRES SA, SIREN n° 357 200 054 , ci-après dénommée « ROQUETTE FRÈRES », dont le siège social est situé à Lestrem (62136), 1 rue de la haute loge.

Pour chaque commune du département du Bas-Rhin concernée, ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes qui figurent dans l'annexe du présent arrêté associé à la commune.

Article 2 : Définition des servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de chaque canalisation, telles que définies dans les annexes du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites sur la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 du présent arrêté pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

Les démarches effectuées dans le cadre de l'analyse de compatibilité sont réalisées par le maître d'ouvrage auprès transporteur dont les coordonnées sont les suivantes :

ROQUETTE FRÈRES SA
Route du Rhin - 67930 Beinheim.

Article 3 : Définition des servitudes d'utilité publique et maîtrise de l'urbanisation

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

- **Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement :**
La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du code de l'environnement.
L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé ;
- **Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement :**
L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite ;
- **Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement :**

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 4 : Information du transporteur

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel, ou de travaux mentionnés à l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation conduisant à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 : Enregistrement des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées, conformément aux articles L. 151-43, L. 153-60, L. 161-1 et L. 163-10 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Publicité des actes administratifs

En application de l'article R. 554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale d'un an.

Pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire de la commune ou aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme.

En cas de modification de l'arrêté, pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire.

Article 7 : Voies de recours

En application de l'article R. 554-61 du code de l'environnement, cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8 : Exécution

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents,
- les maires des communes concernées,
- le directeur départemental des territoires du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- le directeur de la société ROQUETTE FRÈRES,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délé

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Annexe 1 : Liste des communes impactées

Beinheim

Annexe 2

Annexe 2 : Caractérisation de la canalisation de transport d'éthanol exploitée par ROQUETTE FRERES et de ses bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de BEINHEIM

Nom de la commune	Code Insee	Nom du transporteur	Adresse du transporteur
BEINHEIM	67025	ROQUETTE FRERES	Route du Rhin 67930 Beinheim

Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- ☐ PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- ☐ DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- ☐ Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

NOTA 1 : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

NOTA 3 : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Ouvrages traversant la commune :

Nom de la canalisation	PMS (barg)	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
Canalisation éthanol chargement péniche	8	250	71,2	Enterré	60	30	25
Canalisation éthanol chargement péniche	8	250	15,8	Aérien	60	30	25

Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

Installations annexes situées sur la commune :

Néant

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

Servitudes d'utilité publique des canalisations de transport de matières dangereuses

